

Relations industrielles Industrial Relations



Éducation et travail en Grande-Bretagne, Allemagne et Italie
publié sous la direction de Annette JOBERT, Catherine MARRY,
Lucie TANGUY, Paris : Armand Colin, Bibliothèque européenne
des sciences de l'éducation, 1995, 398 p., ISBN 2-200-21570-3

Michel Lallement

Volume 53, numéro 1, hiver 1998

La mondialisation, le travail et les relations industrielles
Globalization, Work and Industrial Relations

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005289ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005289ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lallement, M. (1998). Compte rendu de [*Éducation et travail en Grande-Bretagne, Allemagne et Italie* publié sous la direction de Annette JOBERT, Catherine MARRY, Lucie TANGUY, Paris : Armand Colin, Bibliothèque européenne des sciences de l'éducation, 1995, 398 p., ISBN 2-200-21570-3]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 53(1), 216–220.
<https://doi.org/10.7202/005289ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Recension

Book Review

Éducation et travail en Grande-Bretagne, Allemagne et Italie

publié sous la direction de Annette Jobert, Catherine Marry, Lucie Tanguy,
Paris : Armand Colin, Bibliothèque européenne des sciences de
l'éducation, 1995, 398 p., ISBN 2-200-21570-3

Produit d'un travail collectif dirigé par trois sociologues françaises, cet ouvrage a pour objectif de dresser l'inventaire des travaux et problématiques de recherche dans un domaine " aux contours flous et mouvants ", celui des relations entre système éducatif et système productif. Dans la lignée d'un précédent travail dirigé par Lucie Tanguy (*L'introuvable relation formation-emploi. Un état des recherches en France*, 1986), la présente étude focalise l'attention sur trois pays européens fréquemment mis au regard de la situation française : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. Après une introduction générale cosignée par les coordinatrices, l'ouvrage se divise en trois parties, chacune étant consacrée à un pays différent. Chaque partie s'ouvre sur un texte qui se propose de restituer quelques éléments clefs relatifs à l'état du système éducatif et du marché du travail, aux principaux lieux de recherche consacrés à l'objet d'étude et aux problématiques et méthodes privilégiées dans chaque espace national. Cinq chapitres, dans les trois cas, signés par des chercheurs du pays concerné, explorent enfin par touches successives, et selon des entrées variées, la question de l'articulation entre éducation et travail.

En dépit de l'ordre suggéré par le titre de l'ouvrage, le cas allemand est le premier traité. L'Allemagne (du moins celle d'avant 1989) intéresse d'autant

plus l'observateur français que le modèle rhénan sert encore, beaucoup plus que les deux autres pays, de référence exemplaire pour l'efficacité présumée de son système de formation duale. Le premier intérêt des articles ici rassemblés est d'abord d'inciter à la prudence. Plusieurs auteurs invitent en effet le lecteur à se défaire des représentations trop figées et montrent que le système éducatif allemand a évolué sous la poussée d'une forte scolarisation dans l'enseignement supérieur — pour la première fois, en 1993, le nombre d'étudiants à l'université est supérieur à celui des jeunes en formation duale — mais sans pour autant s'être complètement métamorphosé. " En 1975 comme en 1988, plus de la moitié des jeunes sortant de la *Hauptschule* ou de la *Realschule* se dirigeait vers le système dual. Fait nouveau des années 80, les bacheliers qui se sont toujours et directement massivement et directement orientés vers les universités optent aussi pour le système dual dans des proportions non négligeables (4 % en 1975, 10 % en 1980, 15 % en 1990) " (p. 35). Autrement dit, même si de nouveaux clivages entre les secteurs, entre les sexes, etc., sont apparus au cours des dernières années, le système de formation duale bénéficie toujours d'un relatif prestige et attire des élèves d'un niveau de plus en plus élevé. Dans le même temps, il est vrai, le *Gymnasium* et l'université restent la voie royale pour

accéder aux statuts professionnels les plus élevés.

C'est sur cette toile de fond que l'on peut rendre le sens et les enjeux d'une grande partie des recherches menées en Allemagne depuis ces trois dernières décennies. Qu'on les aborde par le biais des débats en sociologie de l'éducation ou en pédagogie professionnelle, les transformations entamées depuis le milieu des années 1970 conduisent le plus souvent à poser la question du maintien ou non des inégalités sociales face au système scolaire ainsi que celle des conséquences sociales d'une transition professionnelle de plus en plus complexe et précaire. Certaines recherches visent par ailleurs à tester les limites du système dual dans une période post-fordienne (manque de passerelle entre filières, assombrissement des perspectives de mobilité professionnelle ascendante pour les salariés issus du système dual...). Le changement de paradigme dans l'organisation du travail oblige plus exactement à repenser le mode de production des qualifications mais sans que pour autant l'on assiste à des transformations similaires et linéaires dans l'ensemble des secteurs. En contrepoint aux travaux plutôt "optimistes" sur les nouveaux concepts de production dans l'univers industriel (H. Kern et M. Schumann), les recherches consacrées aux personnels commerciaux et administratifs débouchent par exemple sur des conclusions nuancées : le relèvement du niveau de qualification est effectivement observable dans certaines activités mais il s'accompagne souvent d'un durcissement de la division du travail, de la mise en place de barrières qui freinent la promotion interne, d'un rétrécissement progressif des perspectives de l'emploi... Il s'accompagne, en bref, d'une reconfiguration de la segmentation du marché du travail.

Si les évolutions précédentes ne sont pas inconnues à la Grande-Bretagne, le paysage institutionnel et intel-

lectuel varie cependant considérablement dès lors que l'on passe la Manche. Comme en témoigne par exemple la comparaison des systèmes éducatifs, les dissemblances avec le modèle français ne sont pas moins ténues : la diversité des cursus et des institutions en Grande-Bretagne s'oppose "en tout point à la standardisation et l'intégration de l'appareil scolaire en France, diversité constitutive d'une histoire où l'éducation relevait de la tutelle des autorités locales... Au monopole détenu par l'État en matière de délivrance des diplômes en France, la Grande-Bretagne oppose une cinquantaine d'instances habilitées à délivrer des certifications professionnelles" (p. 159). Les sociologues de l'éducation et du travail ont depuis longtemps mis l'accent sur d'autres traits caractéristiques du système anglais : faible attrait, de longue date, de l'école pour les familles populaires, faible statut des études professionnelles qui n'offrent guère de chances de promotion sociale plus élevées que l'apprentissage... L'articulation entre structure sociale, système éducatif et formes de reconnaissance des qualifications (l'expérience l'emportant sur le diplôme) est telle que, aujourd'hui encore, les jeunes sont incités à se détourner tôt des études pour accéder au marché du travail. Comme dans de nombreux autres pays industrialisés, l'ensemble s'est pourtant singulièrement modifié. Les textes rassemblés dans cette seconde partie évaluent ainsi la portée du déclin de l'apprentissage et de la transformation des modes de socialisation professionnelle (mise en place des *Youth Training Scheme* en 1983, programmes de formation qui accueillent en 1990 près d'un tiers d'une classe d'âge sortant de l'école), les conséquences de l'augmentation du taux d'étude à temps plein des jeunes de plus de 17 ans ou encore les nouveaux systèmes de régulation des marchés de la formation professionnelle. Il en résulte de nouvelles

perspectives pour l'étude des qualifications : du point de vue néo-marxiste développé il y a plus de vingt ans par H. Braverman, la sociologie anglaise glisse vers des interrogations plus centrées sur l'évaluation du rôle des institutions et des politiques gouvernementales ou encore sur la dimension sexuée de l'emploi.

Plus généralement, au cours des quinze dernières années, l'augmentation du nombre d'élèves et d'étudiants, l'allongement de la période de transition, la montée du chômage et la nouvelle place des femmes sur le marché du travail... sont des phénomènes tellement lourds d'implications sociales et économiques que les chercheurs sont obligés de modifier leurs anciennes façons de travailler. Au début des années 1980, et sous l'influence des thèses segmentationnistes de M. Piore, les sociologues anglais s'approprient et refaçonnent la notion de marché du travail. Le champ de la recherche se recompose, pour ne pas dire qu'il éclate, en pôles multiples (études sur le marché du travail, sur les nouveaux programmes de formation, sur les suivis de cohortes, sur les expériences des jeunes en situation de chômage et de précarité...). On assiste, dans le même temps, à une unification de la problématique des études sur les jeunes, études auparavant divisées en deux grandes catégories avec, d'une part des recherches consacrées à la transition de l'école vers le travail et, d'autre part, des travaux sur les formes de construction culturelle de l'identité juvénile. Comme en Allemagne, les transformations actuelles de l'organisation du travail imposent enfin d'intégrer le rôle des relations professionnelles dans la recomposition des relations entre éducation et travail. On sait, qu'en Grande-Bretagne, le principe de l'adhésion syndicale reste basé sur le recrutement professionnel. Aussi, au sein d'une même entreprise, les salariés appartiennent-ils à des syndicats différents d'une

catégorie professionnelle à l'autre. Les instances de négociation peuvent elles-mêmes être différentes pour les employés, les ouvriers qualifiés et les ouvriers non qualifiés. La conséquence en est que la mobilité professionnelle n'est guère aisée, les hiérarchies salariales entre ouvriers qualifiés et non qualifiés plutôt rigides, ce qui ne favorise guère au bout du compte les politiques de flexibilité et de polyvalence et ne peut, en retour, qu'aiguiser les conflits dans l'entreprise.

En Italie enfin, et à la différence peut-être des deux pays précédents, l'on peut considérer que depuis une quinzaine d'années, les caractéristiques majeures du système d'emploi et du système éducatif n'ont guère varié. L'importance de l'économie souterraine et le dynamisme des districts industriels sont une première constante. En dépit de la tertiarisation des emplois et de la croissance de l'activité féminine, la photographie de l'emploi et du chômage laisse toujours voir, par ailleurs, le vieux clivage entre le Nord et le Sud du pays. De même, le syndicalisme joue-t-il encore un rôle essentiel dans la régulation des marchés du travail et notamment dans celle du système de formation professionnelle (comme en témoigne l'accord de 1993). En fait, tout se passe comme si les changements les plus récents n'avaient fait dans certains cas que renforcer des traits déjà dominants. Exemple : la délégation de la gestion de la formation professionnelle et continue auprès des régions et des collectivités locales qui n'a fait qu'aviver l'opposition Nord-Sud. " Dans le Centre-Nord, où les marchés du travail sont assez dynamiques, les systèmes de formation professionnelle fonctionnent assez bien, tandis que dans le Sud marqué par la faiblesse de la demande, ils fonctionnent mal. Tous les défauts du système se concentrent dans cette région : morcellement extrême, très faible transparence, coût élevé mais inca-

pacité néanmoins de dépenser les sommes allouées par le Fond social européen, faible efficacité en dépit d'une proportion de formateurs plus élevée que dans le Centre-Nord, contenu des cours faiblement professionnalisés et peu finalisés, faible reconnaissance des certifications acquises qui constitue un obstacle à la mobilité... " (p. 288). Ces changements *a priori* paradoxaux (la réforme et le volontarisme pouvant en effet déboucher avant tout sur un renforcement des caractéristiques du système italien) ne sauraient occulter pour autant l'existence d'autres évolutions de fond.

Il en va ainsi de l'extension de la scolarisation et de la montée conjointe du chômage. De ce phénomène, la sociologie de l'éducation rend compte tout en transformant ses propres présupposés. Les recherches menées entre 1960 et 90 évoluent plus que sensiblement d'une perspective valorisant l'école comme facteur de développement et d'élévation des qualifications vers des orientations critiques. La mise en évidence, dès le milieu des années 1970, d'une relation inverse entre sur-scolarisation et développement économique est une première pierre dans le jardin des théoriciens du capital humain. Quant aux années 1980, elles consacrent la découverte des différences dans les parcours suivis pour accéder au monde du travail, différences multiples qui s'expliquent autant par des variables objectives (situation territoriale, statut socio-économique de la famille d'origine, etc.) que de facteurs subjectifs (niveau d'études, aspirations culturelles, etc.). Le succès des filles à l'école, les implications de l'action publique sur l'emploi des jeunes, la production de nouvelles compétences sous la pression conjointe des nouvelles exigences de productivité et de la découverte des modèles post-fordistes, les inégalités régionales... sont des entrées thématiques qui révèlent aussi bien les anamorphoses de la société

italienne que le tournant de la sociologie italienne elle-même.

À la suite de ce trop rapide résumé, on aura compris toute la difficulté à réduire en quelques phrases la diversité et la richesse des informations et analyses consignées dans pas moins de dix-neuf contributions différentes. Cette difficulté est redoublée par le passage incessant mais nécessaire entre deux niveaux d'analyse : l'examen des transformations de la relation travail-éducation d'une part et la mise en perspective des problématiques et résultats de recherche dans chacun des pays d'autre part (le second niveau étant, conformément à l'intention initiale des éditrices, le registre privilégié). La difficulté est renforcée enfin par la mise en perspective internationale des approches de la relation entre éducation et travail. Mise en perspective et non pas véritablement comparaison : l'ouvrage ne débouche pas, en effet, sur une véritable confrontation comparable à celle menée en son temps par B. Lutz, M. Maurice, F. Sellier et J.J. Silvestre. Les contributions fournissent cependant de nombreux éléments sur les transformations du rapport salarial dans les trois pays étudiés, éléments qu'il resterait à compléter et assembler de façon raisonnée, pour avancer dans une telle direction. Mais tel n'était pas, il est vrai, l'ambition initiale de cet ouvrage. L'on peut par contre trouver plus dommageable certaines élisions. L'impact de la réunification allemande tout comme les enjeux et les modalités, fussent-elles faibles, de la construction d'une Europe sociale sont, par exemple, des entrées problématiques quasiment ignorées de tous les contributeurs. Le lecteur français pourra ressentir par ailleurs une frustration d'autant plus vive que la recherche a été pilotée par trois sociologues françaises et que la mise en perspective avec la France n'est pas véritablement mise en scène (hormis trois pages en introduction et des remarques sporadiques dans quel-

ques contributions). L'ouvrage aurait peut-être finalement gagné à l'ajout d'une conclusion, mêlant esquisse de synthèse et hypothèses, pour répondre à ces différentes interrogations.

Aux critiques précédentes répond la prudence méthodologique des trois responsables de l'ouvrage. Un tel parti pris se comprend assez aisément. Il suffit pour cela de constater que l'objet central de la confrontation ne se définit pas et n'évolue pas de la même manière dans les trois pays. En Grande-Bretagne, " l'éducation, la formation et l'emploi ne déterminent pas des états aussi dissociés qu'en France. Un jeune peut suivre des études, y compris à temps plein, tout en occupant un emploi " (p. 162). En Allemagne, le schéma est encore différent puisque, du fait de la prépondérance du système dual, " la plus forte imbrication ou le flou des frontières entre le statut d'élève et d'actif " est telle que la notion de transition professionnelle n'a guère de sens et cède de fait la place, dans les problématiques allemandes, à celle, plus générale, de transition conjugquée au pluriel (*Übergänge*) (p. 43). Le caractère " flou et mouvant " du champ d'investigation n'est pas sans compli-

quer la tâche encore. Comme le notent A. Jobert, C. Marry et L. Tanguy dans le chapitre d'ouverture, le flottement sémantique des doublets éducation/formation et travail/emploi est d'abord révélateur des sens différents attribués d'une société à l'autre à des notions apparemment synonymes. Ce livre confirme donc de ce point de vue le caractère non seulement logique (Quine) mais également social de l'indétermination de la traduction. Mais plus fondamentalement, les auteurs pointent, à travers ces incertitudes, les changements de fond qui dépassent le seul domaine de la relation entre production et transmission des savoirs d'une part, organisation du travail et régulation de l'emploi d'autre part, pour concerner le rapport salarial dans son ensemble. Ouvrage de référence et à références, *Éducation et travail* est, au total, autant le produit achevé de la mobilisation efficace d'un réseau de chercheurs européens qu'un outil qui doit servir plus largement à la réflexion à venir sur les modes de construction sociale de nos catégories de pensée.

MICHEL LALLEMENT
G.R.I.S., Université de Rouen